

unicef   
pour chaque enfant



# Rapport Annuel 2025

*UNICEF en République du Congo*



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Table des matières</b>	2
<b>Liste des acronymes</b>	3
<b>Situation des enfants au Congo</b>	4
<b>Quelques résultats clés de notre action en 2025</b>	5
<b>Avant-propos</b>	7
<b>Partie I : contexte et situation</b>	8
Survie et du développement de l'enfant	12
Adolescents	12
Nutrition	13
Éducation et protection	13
Environnement et climat	15
À Bene, une école et un forage changent la vie des enfants et de la communauté autochtone de ce village des Plateaux	17
La situation des enfants dans la perspective de l'Agenda 2030	18
<b>Partie II : les résultats</b>	19
Santé maternelle, néonatale et infantile	20
Flomy, en première ligne contre le choléra à l'île Mbamou	23
Éducation	24
Participation des enfants et adolescents	26
Préparations et réponses aux urgences	28
Action climatique	30
Rôle stratégique des ressources régulières pour influencer le changement systémique pour les enfants	32
<b>Partie III : défis, leçons apprises et perspectives</b>	33
Défis	34
Leçons apprises en 2025	35
Perspectives	36
<b>Remerciements</b>	39

# LISTE DES ACRONYMES

<b>ARV</b>	Antirétroviraux
<b>CDN</b>	Contribution déterminée au niveau national
<b>CERF</b>	Fonds central d'intervention d'urgence
<b>CLAC</b>	Climate Landscape Analysis for Children (Analyse du paysage climatique pour les enfants)
<b>COP</b>	Conférence des Parties
<b>CPD</b>	Document de programme de pays
<b>EAH</b>	Eau, assainissement et hygiène
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>IRA</b>	Infections respiratoires aiguës
<b>JMP</b>	Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène
<b>LCOY</b>	Conférence locale de la jeunesse
<b>MASAH</b>	Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire
<b>MAS</b>	Malnutrition aiguë sévère
<b>MEPPSA</b>	Ministère de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation
<b>MICS</b>	Enquête par grappes à indicateurs multiples
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>PARQEB</b>	Programme d'Appui au Renforcement de la Qualité de l'Éducation de Base
<b>PASEC</b>	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (Conférence des Ministres de l'Éducation des États et Gouvernements de la Francophonie)
<b>PCIMA</b>	Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>RGPH</b>	Recensement général de la population et de l'habitation
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la population
<b>VIH</b>	Virus de l'immunodéficience humaine
<b>WASH</b>	Water, Sanitation and Hygiene

# SITUATION DES ENFANTS AU CONGO



**47,2%** de la population est âgée de moins 18 ans.

Les enfants de moins de cinq ans représentent 15,7% de la démographie nationale.



La couverture vaccinale DTC3 (diphtérie, tétanos et coqueluche) est passée de **78% en 2022 à 84% en 2025**.



La malnutrition chronique concerne **20%** des enfants de moins de cinq ans (enquête SMART 2022 publiée en 2023)



Le taux brut de scolarisation au primaire est de **97,9%** et le taux de fréquentation préscolaire était de **18,8%** en 2025 (contre 16% en 2021).



**73,8%** des enfants subissent des violences verbales ou psychologiques et **31,1%** des violences sexuelles en milieu scolaire (Etudes réalisées par le MASA et l'UNICEF sur les violences de genre et les violences en ligne en milieu scolaire (2019) et sur les enfants victime de violences basées sur le genre (2022)).



Les enfants au Congo sont particulièrement exposés aux risques liés au climat. Le pays est classé **48ème sur 163** sur l'Indice du risque climatique pour l'enfance.

# QUELQUES RÉSULTATS CLÉS DE NOTRE ACTION EN 2025

## Santé communautaire

Le passage à l'échelle de l'approche Mavimpi Ya Mboté, de **3 à 10 districts sanitaires**, a marqué un tournant dans l'amélioration durable de la qualité des soins. En couvrant **près de la moitié de la population**, cette dynamique pose les bases d'une transformation systémique à l'échelle nationale.

## Vaccination

En 2025, la **réduction de 39 %** du nombre d'enfants zéro dose, passé de 19 293 à 11 712, illustre une avancée majeure vers une vaccination plus équitable et inclusive.

## Éducation

Le **lancement du Programme d'Appui au Renforcement de la Qualité de l'Éducation de Base** a constitué un jalon stratégique pour la transformation du système éducatif. Mené conjointement avec plusieurs partenaires, ce programme renforce les fondations d'une éducation plus inclusive, plus équitable et davantage centrée sur les apprentissages.

## Préscolaire

En 2025, l'intégration du préprimaire dans la stratégie sectorielle de l'éducation, combinée à la construction et à l'équipement de **25 salles préprimaires**, a marqué une avancée importante pour l'extension de l'offre préscolaire.

## Participation des adolescentes

La participation du Congo au premier **Sommet régional des filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre**, suivie de la présentation de la déclaration en Conseil des ministres, a marqué une étape forte pour la reconnaissance des filles comme actrices du changement ainsi qu'une meilleure prise en compte de leurs priorités.

## Action climatique

Avec la finalisation de sa première **analyse nationale sur les effets du changement climatique sur les enfants**, le Congo s'est doté en 2025 d'un outil structurant pour mieux protéger les enfants face aux risques climatiques. Cette avancée place désormais leurs droits et leur résilience au cœur de l'agenda climatique national.

## Réponse aux urgences

Face aux épidémies de Mpox et de choléra, l'UNICEF a contribué à **une réponse rapide et ciblée** au bénéfice des populations les plus vulnérables : un accès vital à l'eau potable a été fourni à 23 580 personnes, 124 513 personnes ont reçu des kits d'hygiène et plus de 230 000 ont été atteints par les actions de communication des risques.



# AVANT-PROPOS

2025 a marqué une étape importante dans la mise en œuvre du programme de coopération de l'UNICEF en République du Congo.

Tout au long de l'année, nous avons concentré nos efforts sur l'essentiel : faire progresser, de manière tangible, les droits des enfants à grandir en bonne santé, apprendre, être protégé et s'assurer que leurs voix soient entendues dans les décisions qui les concernent.

Dans le domaine de la santé publique, des avancées significatives ont été enregistrées. Avec l'approche communautaire Mavimpi Ya Mboté, l'UNICEF a œuvré à rapprocher la qualité des soins des communautés et à améliorer concrètement la prise en charge des enfants et des mères dans les formations sanitaires. Là où cette approche est mise en œuvre, le taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié est passé de 72% à 98%. Sur le plan de la vaccination, le nombre d'enfants n'ayant reçu aucune dose de vaccin a reculé de 39%, représentant ainsi des milliers d'enfants mieux protégés dès leurs premiers mois de vie.

Concernant l'éducation, nous avons continué d'investir dans les fondations d'un apprentissage inclusif et de qualité pour chaque enfant. La formation de 387 enseignants du primaire aux outils numériques marque une avancée concrète vers un enseignement plus dynamique et mieux adapté. Avec la construction de 25 salles de classe préscolaires, ce sont près de 1 000 enfants parmi les moins favorisés qui ont désormais accès à un cadre éducatif adapté dès le départ.

Face aux urgences des épidémies de Mpox et de choléra, l'UNICEF a concentré son action dans les zones où les risques pour la survie des enfants étaient les plus élevés. Les interventions mises

en œuvre dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'hygiène, de l'assainissement et de la communication communautaire ont rétabli l'accès des populations aux services essentiels tout en renforçant leur résilience.

L'action de l'UNICEF s'est également traduite par des avancées clés en termes de renforcement du cadre normatif. Le Congo dispose désormais d'une analyse nationale complète sur les effets du changement climatique sur les enfants qui place leurs droits et leur participation au cœur des engagements climatiques du pays. La politique nationale de l'assainissement 2026-2030, élaborée avec l'appui de l'UNICEF, pose les bases d'une amélioration concrète des conditions de vie des communautés. Dans le domaine de l'éducation, le lancement du Programme d'Appui au Renforcement de la Qualité de l'Éducation de Base constitue un jalon stratégique pour une école plus inclusive et davantage centrée sur les apprentissages.

Au-delà des services et des systèmes, la participation des enfants et des adolescents a franchi en 2025 une nouvelle étape, portée par l'engagement du Congo au Sommet des filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre, par des consultations via la plateforme U-Report et par le renforcement du Parlement des enfants avec l'élection d'un nouveau bureau. L'UNICEF au Congo a ainsi continué de développer des espaces participatifs concrets où les enfants peuvent porter leurs idées, exprimer leurs attentes et faire entendre leur voix.

Ces progrès sont le fruit d'un engagement collectif. Ils s'inscrivent dans une dynamique de collaboration étroite avec le Gouvernement, le système des Nations Unies, les organisations de la société civile, nos partenaires financiers et, naturellement, les enfants du Congo auxquels nous exprimons notre

sincère reconnaissance pour leur rôle déterminant dans la transformation des priorités en résultats.

Alors que nous préparons notre prochain cycle de coopération, une opportunité s'ouvre pour renforcer durablement l'impact en faveur des enfants. A cet effet, des actions sont déjà en cours, notamment pour améliorer la disponibilité des données de qualité, renforcer le pilotage de l'agenda des droits des enfants - en alignement avec les dernières recommandations du comité des droits de l'enfant et le prochain plan national de développement - et élargir les partenariats, en particulier avec le secteur privé.

C'est dans cette dynamique, fruit d'avancées tangibles et d'énergie collective, que va se poursuivre notre action pour chaque enfant du Congo.



**Mariavittoria BALLOTTA**

*Représentante de l'UNICEF  
en République du Congo*

# PARTIE I :

## Contexte et situation

---

**En 2025, le contexte politique du Congo** demeure globalement stable et caractérisé par la volonté des autorités de s'inscrire dans une vision de développement à long terme.

**Sur le plan économique**, le Congo, pays à revenu intermédiaire inférieur, demeure fortement tributaire des ressources naturelles, le pétrole représentant près de 80% des exportations et 50% du PIB.

Dans le cadre de sa stratégie de transformation structurelle, le pays s'attache à promouvoir une économie plus diversifiée, notamment à travers le développement de l'agriculture et de certaines activités manufacturières.

Après plusieurs années de ralentissement, la croissance a repris en 2024 avec un taux de 2,6%, accompagnée d'une légère augmentation du revenu réel par habitant, tendance qui se poursuit en 2025.

Cette reprise économique, bien qu'encourageante, continue de faire l'objet d'efforts visant à renforcer son impact sur la création d'emplois et à améliorer davantage les conditions de vie des populations, notamment en matière de réduction de la pauvreté.

Selon le Fonds Monétaire International (FMI), la dette publique demeure soutenable, malgré un niveau d'endettement relativement élevé. Le ratio dette/PIB est estimé à 94,6 % en 2024, en amélioration par rapport à 103,6 % en 2020, traduisant une évolution favorable de la trajectoire de la dette.

Cette évolution positive contribue à renforcer la stabilité macroéconomique. Toutefois, le niveau de la dette demeure un facteur à prendre en compte dans l'allocation des ressources publiques, afin de concilier les impératifs de soutenabilité budgétaire avec les besoins de financement des investissements sociaux et des services de base. Dans ce contexte, l'accès du Congo au marché des eurobonds en novembre 2025 constitue un signal positif, marquant un retour sur les marchés internationaux après deux décennies ainsi qu'une amélioration de la perception de la crédibilité financière du pays.



pour chaque enfant,  
un avenir



Malgré l'existence d'un cadre institutionnel favorable, la mise en œuvre des politiques publiques demeure confrontée à des défis structurels et budgétaires qui limitent leur portée et ralentissent l'atteinte des objectifs de développement, en particulier dans les secteurs sociaux.

Dans les principales zones urbaines, des fragilités liées à des facteurs socio-économiques favorisent une dégradation de la situation sécuritaire face à laquelle l'Etat a répondu par un renforcement du maintien de l'ordre. Dans un contexte où l'efficacité des politiques publiques constitue une priorité,

la disponibilité de données statistiques fiables et actualisées est essentielle pour éclairer la prise de décision et orienter l'allocation efficiente des ressources. À cet égard, le Gouvernement a engagé des efforts notables pour renforcer la base statistique nationale, notamment à travers la publication des résultats du Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH 2023) et le lancement, en 2025, de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS), contribuant ainsi au suivi des priorités nationales et des Objectifs de développement durable.



Toutefois, la disponibilité encore limitée de données spécifiques et désagrégées sur les enfants souligne la nécessité de poursuivre les efforts de production et d'utilisation régulière de statistiques de qualité. Ces données constituent un levier essentiel pour renforcer la planification, la mise en œuvre et le suivi de politiques publiques fondées sur des évidences, au service de l'équité et de la réalisation des droits de l'enfant.

Les résultats du RGPH Congo 2023 montrent que 47,2% de la population est âgée de moins de 18 ans et que les enfants de moins de cinq ans représentent 15,7% de la population. Cette structure démographique reflète un important potentiel de développement humain, mais aussi l'importance stratégique des investissements en faveur de l'enfance. Ce potentiel demeure toutefois fragilisé par des chocs récurrents, des crises prolongées et des inégalités persistantes.

Malgré ces contraintes, le Gouvernement du Congo a déployé des efforts significatifs pour soutenir les droits de l'enfant et renforcer les secteurs sociaux essentiels. Depuis la crise économique de 2014, il a cherché à préserver un niveau minimal de financement de la santé et de l'éducation, avec des allocations représentant entre 8% et 12% du budget national sur la période 2015-2025. Des

efforts ont également été engagés pour développer les programmes de protection sociale, même si les marges budgétaires restent limitées : les dépenses de protection sociale représentent encore moins de 3% du PIB et couvrent moins de 20% de la population.

Bien que ces investissements demeurent en deçà des références internationales, ils témoignent d'une volonté de préserver l'accès aux services sociaux essentiels, en particulier pour les enfants et les femmes, dans un contexte de sous-financement chronique des secteurs sociaux et de contraintes d'exécution budgétaire.

Cependant, l'impact de ces efforts reste limité face à l'ampleur des besoins. Environ 60,5% des enfants vivent dans l'extrême pauvreté et sont exposés à de multiples vulnérabilités, notamment l'insécurité alimentaire, le chômage des jeunes, la précarité énergétique et les risques sanitaires. La situation est aggravée par les épidémies récentes, notamment le choléra déclaré en juillet 2025 et la rougeole, ainsi que par les inondations à Brazzaville et les déplacements de populations. Ces facteurs continuent de freiner le développement du capital humain et la réalisation des droits de l'enfant.

## Survie et développement de l'enfant

**Dans le domaine de la survie et du développement de l'enfant**, des progrès notables ont été enregistrés au cours des deux dernières décennies. Selon le Rapport mondial de l'OMS (2023), la mortalité maternelle a diminué de 58% entre 2000 et 2020. Cette tendance à la baisse s'est poursuivie récemment: en 2023, le ratio de mortalité maternelle était estimé à 304 décès pour 100 000 naissances vivantes, avant de reculer à 282 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2024, selon les données de l'Observatoire national des décès maternels et infantiles. Toutefois, La mortalité maternelle et néonatale demeure élevée, et appelle à investir davantage dans la qualité des soins obstétricaux et néonataux. En matière de vaccination, si la couverture vaccinale DTC3 est passée de 78% en 2022 à 84% en 2025, celle de la rougeole compromet l'immunité collective et exposant le pays à des flambées épidémiques récurrentes.



## Adolescents

**26% des adolescentes** ont déjà été enceintes, et les jeunes de 15 à 24 ans représentent 22% des nouvelles infections au VIH, reflétant des vulnérabilités en termes de prévention et d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive.

Les grossesses précoces sont particulièrement élevées : 12,9% en 2011 contre 7% en 2005 chez les adolescentes âgées 15 ans. Ce taux augmente avec l'âge, atteignant 19,8% à 16 ans et 25,9% à 17 ans tout en notant la difficulté d'établir un constat pour la période actuelle en l'absence de données plus récentes.

Par ailleurs, près de 30% des nouvelles infections au VIH concernent des jeunes âgés de 15 à 24 ans selon le Plan Stratégique National de prévention du VIH chez les adolescents et les jeunes 2020-2024.

## Nutrition

**Concernant la nutrition**, l'enquête SMART 2022 publiée en 2023, montre que la malnutrition chronique concerne 20% des enfants de moins de cinq ans, un chiffre relativement stable par rapport à ceux de l'enquête MICS 2015. La malnutrition reste élevée chez les enfants de moins de cinq ans, avec des conséquences sur le développement cognitif et le capital humain. La malnutrition aiguë globale touche notamment 5,2% des enfants, et 1,4% d'entre eux souffrent de malnutrition aiguë sévère. L'insuffisance de l'accès à l'eau potable (68%) et à l'assainissement de base (19%) ainsi que le taux substantiel de défécation à l'air libre (8,3%) sont autant de facteurs qui augmentent les risques de maladies hydriques, particulièrement pour les enfants. Selon le JMP 2025, ces données sont restées constantes depuis 2015.




## Éducation et protection

**En matière d'éducation**, le Gouvernement a réaffirmé son engagement à garantir un accès équitable à une éducation de qualité, en cohérence avec l'Objectif de développement durable 4. Cette dynamique s'est traduite notamment par le lancement du Programme d'Appui au Renforcement de la Qualité de l'Éducation de Base (PARQEB), élaboré en partenariat avec l'UNESCO et la Banque mondiale, avec l'appui financier du Partenariat mondial pour l'éducation. Néanmoins, malgré ces avancées structurantes, le secteur de l'éducation demeure confronté à des défis persistants, se traduisant par des résultats contrastés en matière d'accès, de qualité et d'équité.

Le Congo présente ainsi un taux brut de scolarisation au primaire élevé (97,9%). Les taux de redoublement demeurent élevés : 20,1% au primaire (dont 18,8% pour les filles), 18,6% au collège (dont 17,7% pour les filles) et 27,2% au lycée (dont 25,4% pour les filles). Par ailleurs, la faible fréquentation préscolaire (18,8% en 2025 contre 16% en 2021), limite les opportunités d'apprentissage précoce. Concernant les apprentissages, 67% des élèves en fin de primaire n'atteignent pas le niveau requis en mathématiques, appelant à un renforcement de la qualité de l'enseignement. Ces données issues du PASEC 2019 seront à réapprécier à l'aune des résultats de la nouvelle analyse du système éducatif prévue en 2026. Les disparités régionales demeurent marquées avec un maillage déséquilibré des infrastructures scolaires sur le territoire.

Malgré le cadre législatif assez enrichi, le système de protection pâtit d'un sous-financement chronique qui pèse sur l'opérationnalisation des mécanismes existants. L'ampleur des violences envers les enfants est réelle : Selon les études réalisées par le MASAHA, notamment celle sur les violences de genre et les violences en ligne en milieu scolaire (2019) et celle sur les enfants victime de violences basées sur le genre (2022) : 73,8% d'entre eux subissent des violences verbales ou psychologiques, 31,1% des violences sexuelles en milieu scolaire et 23% travaillent dans des conditions parfois dangereuses. Concernant l'enregistrement des naissances, les efforts du Gouvernement ont permis au Congo d'atteindre un taux satisfaisant au niveau national bien qu'il se situe en dessous des 50% dans plusieurs départements. La protection sociale couvre seulement 15% de la population du fait de dépenses publiques sociales faibles (< 3% du PIB).





pour chaque enfant,  
une planète habitable

## Environnement et climat

**En matière d'environnement et de climat,** le Congo est exposé à des aléas climatiques majeurs (inondations, vagues de chaleur, variabilité des précipitations) comme en témoignent son classement élevé (48e/163) sur l'Indice du risque climatique pour l'enfance de l'UNICEF et sur l'indice Notre Dame Global Adaptation Initiative (171e/187). L'étude CLAC 2025, fruit d'une collaboration entre le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo et l'UNICEF confirme

la vulnérabilité des enfants, particulièrement les filles et ceux des populations autochtones, face aux effets du changement climatique et leurs conséquences en termes de santé, de nutrition et d'éducation. Malgré le potentiel du pays en énergie renouvelable et hydroélectrique, la relative résilience des systèmes institutionnels et sociaux appelle à un renforcement des infrastructures, de la protection sociale et de la planification climatique centrée sur les enfants. Le Congo affirme depuis plusieurs années un

leadership reconnu sur les enjeux climatiques, en se positionnant comme un acteur engagé au niveau régional et international. L'organisation du Sommet des Trois Bassins en 2023, suivie de l'adoption d'une déclaration nationale en faveur de l'action climatique pour les enfants, témoigne de l'engagement porté au plus haut niveau de l'État avec un souci de participation active des enfants et des jeunes aux processus décisionnels.

**pour chaque enfant,  
une éducation de qualité**

**unicef**   
pour chaque enfant

**“ Nos enfants  
sont impatients  
de commencer  
l'école ”**

## À Bene, une école et un forage changent la vie des enfants et de la communauté autochtone de ce village des Plateaux

Dans le quartier autochtone de Bene, l'avenir s'éclaire. Grâce à la construction d'une école préprimaire et d'un forage moderne, les enfants du village disposent désormais d'un cadre sûr pour apprendre, tandis que toute la communauté bénéficie d'un accès constant à l'eau potable.

Grâce à l'appui du Partenariat Mondial pour l'Éducation, 14 salles de classes préprimaires ont été construites dans le département des Plateaux.

Pour Honoré Nguie, chef du quartier, c'est un moment historique : *« Nous n'avons pas eu la chance d'aller à l'école, mais nous voulons offrir le meilleur à nos enfants. Ce forage ne sert pas seulement l'école, mais aussi toute la communauté. Aujourd'hui, nous avons de l'eau tout le temps et cela change nos vies. »*

### Une école qui ouvre des horizons

Jusqu'à présent, les tout-petits de Bene n'avaient pas d'espace dédié pour apprendre. Avec l'ouverture de l'école pré-primaire, ils pourront désormais suivre leurs premiers pas dans l'éducation dans des conditions adaptées. Chaque enfant a reçu un kit scolaire complet composé de sacs à dos et de fournitures scolaires, symbole de cette nouvelle opportunité.

*« Nos enfants sont impatients de commencer l'école »,* confie le chef du village.

### L'eau, une ressource qui change tout

L'accès à l'eau potable restait un défi majeur pour Bene. Un premier forage, alimenté par des panneaux solaires, avait été construit pour l'école primaire du village, mais son fonctionnement avait été compromis par le vol des panneaux et des difficultés d'approvisionnement.

Aujourd'hui, le nouveau forage fonctionne à l'électricité. Résultat : l'eau est disponible en permanence, améliorant le quotidien des familles, de l'école et même des villages voisins.

*« Même ceux des villages voisins viennent prendre de l'eau chez nous »,* explique Honoré Nguie.

Chaque semaine, il mène des séances de sensibilisation auprès des habitants pour garantir le bon usage du forage et en assurer l'entretien.

### Un espoir renouvelé pour les générations futures

Pour les habitants de Bene, cette double réalisation symbolise plus qu'un progrès matériel : elle incarne une promesse d'avenir.

L'éducation et l'accès à l'eau sont désormais une réalité pour les enfants, offrant aux familles l'espoir de voir leurs filles et garçons grandir dans de meilleures conditions que leurs parents.

À travers ces initiatives, l'UNICEF et ses partenaires réaffirment leur engagement : offrir à chaque enfant les mêmes chances de s'épanouir et de réaliser son potentiel.

## La situation des enfants dans la perspective de l'Agenda 2030



**Le Congo a enregistré des avancées significatives** sur plusieurs Objectifs de développement durable (ODD) ayant un impact direct sur la vie des enfants. Ces progrès concernent la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), l'accès aux services de base (ODD 6 et 7), la protection de l'environnement (ODD 14 et 15) et le renforcement des capacités institutionnelles (ODD 17). Aussi, les recommandations du comité de la Convention relative aux droits de l'enfant (2024) reste d'actualité pour informer le dialogue politique et l'élaboration du futur plan national de développement (PND) 2027-2031.

Les avancées enregistrées sont encourageantes, mais plusieurs défis persistent, notamment les inégalités territoriales et sociales, la couverture incomplète des services de santé et d'éducation, et la mise en œuvre progressive des politiques environnementales.

Si les tendances actuelles se maintiennent et que les investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation et l'environnement sont renforcés, le Congo pourrait atteindre plusieurs ODD pour les enfants d'ici 2030, en particulier la réduction de la mortalité infantile et l'accès à l'éducation primaire. Toutefois, l'atteinte intégrale de tous les objectifs nécessitera des efforts soutenus pour réduire les inégalités et accélérer la mise en œuvre opérationnelle des politiques et programmes existants.

# **PARTIE II :**

## **Les résultats**

---



L'année 2025 a constitué l'avant-dernière année du cycle de programme 2020-2026 entre le Congo et l'UNICEF. Elle a marqué une étape importante dans la mise en œuvre du Programme de coopération, incarnant la transition

d'une phase d'expansion des interventions vers la consolidation des réformes, des systèmes et des capacités institutionnelles, permettant ainsi la consolidation d'acquis clés pour les enfants au-delà de 2026.

## Santé maternelle, néonatale et infantile



**En 2025, le Congo a enregistré des avancées majeures en santé maternelle, néonatale et infantile**, largement portées par l'expansion de l'approche Mavimpi Ya Mboté « bonne santé en lingala » ( approche de l'amélioration de la qualité des soins maternels, néonataux et infantiles à travers le renforcement des capacités managériales des districts ), passée de trois districts sanitaires en 2023 à 10 en 2025 grâce au partenariat entre le Ministère de la Santé et de la Population et l'UNICEF appuyé par le financement de Gavi. Cette expansion a transformé l'organisation des services et renforcé la qualité des soins au bénéfice de près de la moitié de la population du pays. Grâce à cette extension, le taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié est passé de 72% à 98%, tandis que 87,5% des formations sanitaires offrent désormais des soins conformes aux standards. Plus généralement, les performances globales au niveau des interventions à haut impact (Consultation prénatale, Accouchements, soins post natals, vaccination, prise en charge des maladies de l'enfant (diarrhée, palu, IRA), nutrition (vit A, dépistage, prise en charge) sont passées de 62% à 81% à Pointe-Noire, de 52% à 82% à Brazzaville. Sous l'impulsion de Mavimpi, la proportion de districts appliquant au moins trois interventions essentielles de qualité a, quant à elle, progressé de 30% à 90%, illustrant une transformation systémique d'envergure pour le système de santé communautaire.

Les acquis sont également visibles en vaccination de routine : le nombre d'enfants n'ayant reçu aucune dose est passé de 19 293 à 11 712, permettant à 7 581 enfants d'avoir accès pour la première fois aux services de vaccination. La couverture des femmes enceintes séropositives, et son impact sur la protection des nouveau-nés, est passée de 57% à 64% en un an, tandis que 92% des enfants nés de mères séropositives ont bénéficié d'un diagnostic précoce, permettant une prise en charge efficace avec une mise sous traitement ARV de 2183 enfants.

En outre, des résultats importants contre la malnutrition ont été obtenus, avec 95% de guérison et de 1% de décès parmi 7 253 enfants MAS traités. L'approche innovante des « mamans relais pour le dépistage nutritionnel », mobilisant près de 2 000 mères, a amélioré le dépistage précoce et permis d'étendre la couverture PCIMA à 63,5% des districts.

Ces progrès, issus de l'impact structurant de Mavimpi Ya Mboté et des interventions nutritionnelles, sont le fruit d'une dynamique de partenariats alliant acteurs institutionnels (ministère de la Santé et la Population), techniques (PNUD, OMS, UNFPA, PAM) financiers (Gavi, USA) et partenaires locaux de mise en œuvre.

## Chiffres clés et faits marquants



L'approche d'amélioration de la qualité des soins, Mavimpi Ya Mboté, est passée de 3 en 2023 à **10 districts sanitaires** en 2025, permettant de couvrir près de la moitié de la population du pays.



Le taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié est passé de **72% à 98%** dans les formations de santé bénéficiant de l'approche Mavimpi Ya Mboté.



**87,5%** des formations sanitaires offrent désormais des soins conformes aux standards.



La performance des interventions à haut impact est passée de **62% à 81%** à Pointe-Noire et de **52% à 82%** à Brazzaville dans les districts sanitaires couverts par l'approche Mavimpi Ya Mboté.



Le nombre d'enfants n'ayant reçu aucune dose de vaccin a reculé de **39%**, passant de 19 293 à 11 712 enfants.



Parmi les 7 253 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère pris en charge par l'UNICEF et ses partenaires, le taux de guérison a atteint **95%**.



La couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë a été étendue à **63,5%** des districts.



unicef 

“ Tant qu’il y aura un risque, nous serons là pour protéger notre communauté. ”

## Flomy, en première ligne contre le choléra à l'île Mbamou

*Sur l'île isolée de Mbamou, Flomy et son équipe luttent chaque jour contre le choléra pour protéger leur communauté.*

### Un combat de tous les instants

Au cœur de l'île M'bamou se trouve le Centre de Santé Intégré (CSI) de Mbamou Centre, que dirige Flomy depuis février 2025. Sa zone d'action couvre trois villages – Moutou ya Ngombe, Likouala et Mbamou – où vivent plus de 3 000 personnes dépendant du centre pour leurs soins.

L'île, qui compte environ 15 000 habitants, est difficile d'accès. Elle n'est reliée ni au réseau électrique ni aux routes. Pour rejoindre Lissanga, le chef-lieu du district sanitaire, il faut naviguer une heure en pirogue motorisée, puis encore deux heures et demie avant d'arriver à Mbamou Centre.

*« Ici, chaque acte médical est un défi », explique Flomy. Le centre fonctionne grâce à un unique panneau solaire, souvent en panne, et ne dispose que de trois lits, d'une salle de consultation, d'un bloc d'accouchement et d'une petite pharmacie.*

### Face à l'épidémie de choléra

Le 2 juillet 2025, le premier cas de choléra a été signalé sur l'île. Moins d'un mois plus tard, le Gouvernement a déclaré l'épidémie dans le district sanitaire. Depuis, Flomy et son équipe sont en première ligne.

*« Nous avons pris en charge 173 cas, avec un seul décès qui n'était pas directement lié au choléra », raconte-t-il. « Nous observons une accalmie, mais le risque reste présent. »*

Avec l'appui de l'ONG Eau et Assainissement pour l'Afrique (EAA) et de l'UNICEF, une zone du centre a été entièrement réaménagée pour accueillir les patients atteints du choléra. Des circuits sécurisés ont été mis en place pour la prise en charge, le lavage des mains et la désinfection du matériel.

### La mobilisation communautaire, clé de la riposte

Les journées de Flomy commencent à l'aube. Avec ses collègues, ils assurent les soins, la surveillance épidémiologique et les activités de sensibilisation.

*« Grâce à l'appui de l'UNICEF et de l'EAA, nous faisons du porte-à-porte pour informer la population », explique-t-il. « Partout où nous voyons des gens réunis, nous passons le message : se laver les mains, traiter l'eau, signaler les cas. »*

### Le courage au service de la vie

Le dévouement de Flomy illustre le courage silencieux de centaines d'agents de santé congolais mobilisés contre le choléra. *« Nous ne pouvons pas baisser les bras », conclut-il. « Tant qu'il y aura un risque, nous serons là pour protéger notre communauté. »*

Grâce à l'engagement de Flomy, de son équipe et du soutien conjoint du Gouvernement, du financement du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF), de l'UNICEF et de ses partenaires, des milliers de vies sont protégées sur l'île de Mbamou.

## Education

**En 2025, l'UNICEF a renforcé son appui au Gouvernement du Congo** afin de garantir un accès équitable à une éducation de qualité, en cohérence avec l'ODD 4, le Plan stratégique 2022-2025 et le Cadre des Nations Unies d'assistance pour le développement. L'année a été marquée par le lancement du Programme d'Appui au Renforcement de la Qualité de l'Éducation de Base (PARQEB), développé sous le leadership du ministère de l'enseignement préscolaires, primaires, secondaires et de l'alphabétisation (MEPPSA), conjointement avec l'UNESCO, la Banque mondiale et l'appui financier du Partenariat Mondial pour l'éducation.

Le PARQEB constitue un levier essentiel pour opérationnaliser les recommandations des États Généraux de l'Éducation, nourrir la préparation de la loi scolaire et accélérer la mise en œuvre de la Stratégie sectorielle de l'Éducation 2025-2035 visant à la transformation du système éducatif. En tant que chef de file du Groupe Local des Partenaires de l'Éducation, l'UNICEF a assuré une coordination technique renforcée, consolidant sa position de partenaire stratégique du Gouvernement et son rôle fédérateur dans le secteur de l'éducation.

Par ailleurs, les modélisations de l'éducation digitale et du préscolaire, inscrites dans la Stratégie sectorielle, répondent directement aux enjeux actuels liés aux apprentissages, à l'équité et à l'engagement de ne laisser aucun enfant de côté à travers la formation de 387 enseignants (environ 4% de la population enseignante du primaire) à l'usage

d'outils numériques. Sur le volet du préscolaire, la construction de 25 salles de classe inclusives a permis d'accueillir 875 enfants supplémentaires dans des environnements sûrs et adaptés, contribuant à l'augmentation de la couverture préscolaire de 16% à 18% entre 2021 et 2025. L'accès à l'éducation a également été renforcé avec la distribution de kits scolaires à 15 622 enfants, dont 7 269 filles et 583 enfants autochtones, contribuant à la réduction des obstacles économiques à la scolarisation.

L'UNICEF a également renforcé l'équité de genre et l'accès aux services WASH en améliorant les installations dans 32 écoles, pour 14 788 élèves. 500 filles ont par ailleurs reçu des kits d'hygiène menstruelle. Cette intervention a permis une réduction de 2 % du déficit national en infrastructures WASH scolaires et prépare la mise à l'échelle de la stratégie WASH 2025-2030.

Les résultats ainsi obtenus témoignent de l'impact significatif des contributions de l'UNICEF et des partenaires engagés sur la réduction des inégalités éducatives et l'amélioration des apprentissages. Ils confirment la pertinence des approches promues et la nécessité de poursuivre les réformes systémiques via une collaboration renforcée avec le Gouvernement ainsi que les partenaires techniques et financiers, en vue d'une éducation sans cesse plus inclusive, équitable et de qualité pour chaque enfant.



## Chiffres clés et faits marquants



Le lancement du **Programme d'Appui au Renforcement de la Qualité de l'Éducation de Base** a marqué une étape importante pour améliorer la qualité de l'éducation et promouvoir un accès plus équitable à l'école au Congo, en partenariat avec l'UNESCO, la Banque mondiale et le Partenariat mondial pour l'éducation.



**387** enseignants, soit environ 4% des enseignants du primaire, ont été formés à l'usage des outils numériques.



La construction de **25** salles de classe inclusives a permis d'accueillir **875** enfants supplémentaires au préscolaire.



La couverture préscolaire est passée de 16% en 2021 à **18% en 2025**.



Des kits scolaires ont été distribués à **15 622** enfants, dont **7 269** filles et **583** enfants autochtones.



Les installations Eau, Hygiène et Assainissement ont été améliorées dans 32 écoles, au bénéfice de **14 788** élèves.



**500** filles ont reçu des kits d'hygiène menstruelle.

## Participation des enfants et adolescents



**En 2025, l'UNICEF a contribué à faire entendre davantage la voix des enfants et des adolescent(e)s au Congo.** En prélude au premier Sommet régional des filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'UNICEF et le ministère de la jeunesse ont organisé une consultation nationale qui a permis d'identifier les attentes, les aspirations et les besoins des jeunes filles du Congo. Étayés par un sondage U-Report, les résultats de ces consultations ont été portés par la délégation représentant le Congo lors du Sommet dont la déclaration a ensuite été présentée en conseil des ministres. Ce plaidoyer va se poursuivre avec pour but d'amplifier la participation et la voix des filles dans l'ensemble des domaines qui les concernent.

La participation des jeunes a été renforcée au travers de la plateforme U-Report. Avec ses partenaires (ministère de la Jeunesse, Airtel, MTN), l'UNICEF a recueilli les attentes et les opinions des jeunes au travers de cinq sondages consacrés notamment aux filles adolescentes, à l'inclusion des personnes vivant avec un handicap et à la Mpox. Les résultats exprimés ont contribué à la création et à la mise en œuvre d'interventions programmatiques plus efficaces relayés par la mobilisation des U-Reporters au sein de leurs communautés.

La réalisation des droits des enfants passe également par leur participation dans les processus

décisionnels et les débats qui les concernent. Le Parlement des enfants, qui a été installé au Congo en 2023 conformément aux recommandations du comité des droits des enfants, incarne cette approche institutionnalisée grâce à l'implication du Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire. 2025 a vu l'élection d'un nouveau bureau et la participation de représentants du Parlement au sommet des filles d'Afrique de l'Ouest et centrale ainsi qu'à la première édition du Forum africain du Parlement de l'Enfant organisé au Maroc.

L'UNICEF a aussi favorisé l'engagement des jeunes et adolescents dans les initiatives climatiques à travers les rencontres la conférence locale des jeunes (LCOY), le forum forestier des jeunes (OFYF), et la participation des jeunes à la COP30 confirmant leur rôle central dans la proposition des solutions au changement climatique.

La jeunesse joue aussi un rôle important dans la promotion des droits des enfants et influence les décisions qui la concerne. L'UNICEF a soutenu la finalisation et la validation de la Politique nationale de la jeunesse, un cadre essentiel qui guidera désormais l'action publique en faveur des jeunes. En parallèle, plus de 35 000 jeunes ont été formés aux compétences essentielles en santé sexuelle et reproductive, bien au-delà des objectifs initiaux.



## Chiffres clés et faits marquants



Le **Parlement des enfants** a poursuivi son ancrage institutionnel avec l'élection d'un nouveau bureau en 2025.



La finalisation et la validation de la **Politique nationale de la jeunesse** ont marqué une étape importante pour renforcer la participation des enfants ainsi que des jeunes et orienter l'action publique en faveur de leurs droits.



**Cinq sondages U-Report** ont permis de recueillir les opinions et attentes des jeunes sur plusieurs enjeux prioritaires.



La participation du Congo au premier Sommet régional des filles d'Afrique de l'Ouest et du Centre, suivie de la présentation de la déclaration en Conseil des ministres, a marqué une avancée importante pour la **participation et le plaidoyer des filles**.

## Préparations et réponses aux urgences

**En 2025, en appui au Gouvernement et en coordination avec les agences des Nations Unies**, l'UNICEF a pu, avec le soutien financier du CERF, des USA et du Latter-day Saint Charities, actionner une série d'interventions dans le cadre des réponses mises en œuvre face aux épidémies de Mpox et de choléra ainsi qu'aux inondations qui ont touché Brazzaville et sa région. L'action conjointe a permis de prioriser les zones où les risques pour la survie des enfants étaient les plus élevés et de renforcer la réponse nationale. Les interventions menées ont amélioré l'accès aux services essentiels des communautés affectées:

23 580 personnes ont bénéficié d'eau potable, 124 513 ont reçu des kits d'hygiène, et neuf structures de santé ainsi que sept écoles ont été appuyées. La communication des risques a touché plus de 230 000 personnes, contribuant à faire baisser rapidement la létalité du choléra. Par ailleurs, 1 500 kits nutritionnels ont permis d'assurer la prise en charge et la guérison de la grande majorité des enfants atteints de malnutrition aiguë, tandis que le renforcement des capacités nationales et des mécanismes d'anticipation a consolidé la préparation face aux inondations.



## Chiffres clés et faits marquants



**23 580** personnes ont eu accès à l'eau potable dans le cadre de la réponse à l'épidémie de Choléra.



**124 513** personnes ont reçu des kits d'hygiène.



**9** structures de santé et **7** écoles ont été appuyées dans les zones affectées.



Les actions de communication des risques ont atteint plus de **230 000** personnes.



## Action climatique

**En 2025, le Congo a posé un jalon historique en matière d'action climatique** pour les enfants grâce à la finalisation de l'Analyse du paysage climatique pour les enfants (CLAC), menée sous le leadership du Ministère de l'environnement avec l'expertise technique de l'UNICEF. Pour la première fois, le pays dispose d'une analyse complète et officielle montrant comment les inondations, les chaleurs extrêmes ou les maladies liées au climat affectent directement la santé, l'éducation, la nutrition, la protection des enfants et leur accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Cette étude nationale pose les fondations d'une feuille de route 2026-2030, qui trace la voie vers des écoles et centres de santé résilients aux risques climatiques, des services EAH mieux adaptés aux épisodes extrêmes, des systèmes d'alerte précoce plus efficaces, et une protection sociale capable d'amortir les chocs sur les familles vulnérables. Elle a notamment contribué à l'intégration explicite des enfants dans la nouvelle Contribution Déterminée au niveau National 3.0, adoptée en décembre 2025, qui inclut désormais des objectifs spécifiques pour garantir l'accès des enfants à des services résilients. Cette évolution positionne le Congo comme l'un des premiers pays d'Afrique centrale à aligner ses

engagements environnementaux sur les droits de l'enfant. A travers le CLAC, la stratégie climat/durabilité et l'engagement des jeunes (éco-entrepreneuriat, COP30), les décideurs ont été éclairés sur les enjeux de la participation des jeunes à l'action climatique. La prochaine étape consistera à transformer l'analyse établie en actions concrètes : opérationnaliser la feuille de route du CLAC, mobiliser des financements innovants et renforcer la résilience des écoles, des centres de santé et des services essentiels.

Dans le cadre de la réforme du secteur de l'assainissement et dans le but d'accompagner le pays au renforcement des mécanismes accélérateurs pour l'atteinte des ODD (6 et 2), l'UNICEF a accompagné le ministère de l'assainissement urbain, du développement local et de l'entretien routier dans le développement de la politique nationale de l'assainissement 2026-2030. Cette politique va faciliter l'amélioration et l'accélération de l'accès universel aux services d'assainissement durable, notamment au travers de la mise en place de partenariats stratégiques innovants (Signature d'un accord de don de 1 million d'euros avec la Banque Africaine de Développement dans le cadre de l'initiative d'accélération de l'assainissement urbain au Congo).



## Chiffres clés et faits marquants



Le Congo dispose désormais d'une **analyse nationale complète sur les effets du changement climatique sur les enfants.**



En 2025, l'engagement des jeunes dans l'action climatique s'est renforcé avec le soutien de l'UNICEF à travers leur participation à la **Conférence locale des jeunes (LCOY)**, au **Forum forestier des jeunes (OFYF)** et à la **COP30.**



La **politique nationale de l'assainissement 2026-2030** a été élaborée avec l'appui de l'UNICEF afin de soutenir la réforme du secteur et accélérer les progrès vers les ODD 6 et 2.



## Rôle stratégique des ressources régulières pour influencer le changement systémique pour les enfants

**Les ressources régulières ont joué un rôle catalyseur dans la mise en œuvre des priorités stratégiques de l'UNICEF**, en permettant la réalisation d'évaluations indépendantes, l'appui technique aux enquêtes nationales pour générer des évidences et pour accroître le plaidoyer en faveur des droits de l'enfant dans l'agenda national. Elles ont également financé la mise en place de mécanismes de suivi et facilité des dialogues politiques inclusifs, renforçant la gouvernance, la transparence et la redevabilité. Ces ressources ont aussi permis de rendre plus visible la contribution de l'UNICEF à l'action climatique pour les enfants au niveau national. Concrètement, elles ont soutenu l'élaboration

de la CLAC et les consultations pour la validation de la CDN 3.0 ainsi que le déploiement rapide des premières interventions dans le cadre des réponses aux urgences. Grâce aux ressources régulières, le bureau a pu assurer la continuité des interventions et maintenir sa capacité à fédérer des partenariats pour des résultats à grande échelle. Sans cet appui, il aurait été difficile de maintenir la pérennité des acquis systémiques. Enfin, ces ressources ont été clés pour garantir la contribution de l'UNICEF à l'agenda normatif et peser pour la prise en compte des droits de l'enfant dans les politiques sociales et climatiques.



# **PARTIE III :** **Les leçons apprises**

---

## Défis

Malgré les avancées de 2025, la mise en œuvre du programme reste dépendante de plusieurs facteurs, notamment en matière de gouvernance, de mobilisation suffisante des ressources domestiques ainsi que de l'insuffisance des financements flexibles qui continuent de limiter l'efficacité et l'impact des interventions dans le contexte d'un pays à revenu intermédiaire de tranche inférieure.

De plus, le repositionnement de plusieurs bailleurs publics clés sur leurs agendas nationaux a créé un

contexte incertain pour le multilatéralisme et s'est traduit par une baisse historique des financements de l'aide publique au développement, notamment le manque de cofinancement des services de la vaccination (Initiative VII), compliquant la mise en œuvre des engagements collectifs, y compris pour l'UNICEF au Congo.

Les autres défis incluent la fragilité du système national de la statistique qui entraîne des retards dans la conduite des grandes enquêtes périodiques,

une insuffisance chronique de financement dans un contexte de pays à revenus intermédiaires de tranche inférieure. Ces contraintes affectent la disponibilité régulière de données sociales de qualité, pourtant indispensables pour comprendre les inégalités, orienter les politiques publiques et garantir la sécurisation des financements domestiques pour accélérer les progrès dans les domaines prioritaires tels que les services de la vaccination et de l'éducation préscolaire.





## Leçons apprises en 2025

En 2025, la mise à l'échelle de l'approche Mavimpi Ya Mboté dans plusieurs districts sanitaires a confirmé la pertinence de cette approche et sa capacité d'améliorer la prise en charge des soins maternels et néonataux tout en produisant un changement systémique et durable, au niveau du système de santé communautaire. Elle a également montré qu'un appui financier élargi, assorti de solutions de financement innovantes, est indispensable pour préserver ces avancées et garantir leur continuité à long terme.

Les résultats montrent que l'expression des enfants et des adolescents produit un impact accru lorsqu'elle s'inscrit dans un cadre officiel qui valorise leurs contributions et leur donne une place claire dans les processus publics. Lorsque cette reconnaissance institutionnelle est établie, leur participation gagne en légitimité, en influence et en capacité à orienter réellement les décisions.

L'année 2025 a confirmé que conserver un ancrage opérationnel sur le terrain, et l'engagement avec le secteur privé, même lorsque les financements diminuent, demeurent essentiels pour garantir l'accès équitable aux services sociaux de base de qualité aux groupes vulnérables.

pour chaque enfant,  
des opportunités



## Perspectives

En 2026, l'action du bureau visera à renforcer l'alignement national autour des recommandations du Comité des droits de l'enfant, qui constituent le référentiel commun pour orienter les politiques publiques en faveur des enfants et développer le prochain programme pays 2027-31 de l'UNICEF. Cet ancrage permettra d'appuyer l'opérationnalisation du dispositif interministériel dédié, d'élargir la participation des enfants et des adolescentes aux processus de planification, de consolider un écosystème national de données performant, de soutenir les politiques de résilience climatique et sociale, et de sécuriser la continuité des programmes essentiels, notamment en santé publique.

**Plan national de développement (PND 2027-2031) :** L'année 2026 sera marquée par le lancement du nouveau cycle de planification nationale. Dans ce cadre, l'UNICEF travaillera étroitement avec le Gouvernement et les agences des Nations Unies pour articuler les thématiques de l'enfance avec les priorités du prochain PND, en s'appuyant notamment sur les recommandations formulées lors de la mission du Comité des droits de l'enfant de décembre 2024.

**Nouveau Programme de coopération (CPD 2027-2031) :** le processus d'élaboration du prochain programme de coopération représentera une opportunité stratégique pour garantir que les résultats attendus pour les enfants soient pleinement alignés avec les priorités nationales ainsi que les agendas régionaux et internationaux, tout en reflétant les principes structurant du plan stratégique global 2026-2029 de l'UNICEF.

En 2026, le bureau œuvrera à la relance d'un cadre de concertation avec les entreprises et la société civile afin de renforcer leur contribution à l'agenda national en faveur des enfants. Cette dynamique visera à transformer ces échanges en leviers durables d'influence et de mise en œuvre.





# REMERCIEMENTS

En République du Congo, les progrès accomplis en faveur des enfants reposent sur une mobilisation collective que nous tenons à saluer avec reconnaissance.

Nous exprimons notre gratitude au Gouvernement de la République du Congo pour son engagement constant et la qualité de sa collaboration avec l'UNICEF en faveur des droits et du bien-être des enfants.

Nous remercions également nos bailleurs et partenaires financiers pour la confiance qu'ils accordent à notre action. Leur soutien a permis de poursuivre et de renforcer des interventions essentielles dans des domaines clés tels que la santé, l'éducation, la protection de l'enfant, l'eau, l'hygiène, le climat et la réponse aux urgences.

Nous saluons enfin l'engagement de tous nos partenaires, y compris les organisations de la société civile, les acteurs communautaires, les enfants et les jeunes engagés dans les instances de représentation, associations et programmes de mobilisation ainsi que l'ensemble des parties prenantes mobilisées aux côtés de l'UNICEF. Par leur expertise, leur présence sur le terrain et leur action quotidienne, ils contribuent de manière décisive aux progrès accomplis pour les enfants et les adolescents en République du Congo.

Pour chaque enfant,  
l'égalité des genres





© Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)  
Photographies : © UNICEF Congo  
Mise en page : Eddy Harifetra Rakotonantenaina

unicef 

pour chaque enfant

**UNICEF EN RÉPUBLIQUE DU CONGO**  
B.P. 2110, D-34 RUE LUCIEN FOURNEAU  
BRAZZAVILLE

 [brazzaville@unicef.org](mailto:brazzaville@unicef.org)

 [unicef.org/congo](http://unicef.org/congo)

 UNICEF Congo Brazza

 @UNICEFcongoBZV

 @unicefcongobrazza

 UNICEF Congo Brazza